



SCHWEIZERISCHER BUNDES RAT
 CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE
 CONSIGLIO FEDERALE SVIZZERO

procédure écrite

Beschluss

Décision 26 septembre 1985

Decisione

1676

Confidentiel

Bern, le 19 septembre 1985

Imposition des travailleurs frontaliers / Dénonciation par les cantons de l'Arrangement de 1935 avec la France: 1. Réponse aux Gouvernements cantonaux 2. Réponse au Groupe de concertation 3. Echange de lettres avec la France

Für die 118. Sitzung
 vom 2. 3. SEP. 1985

Vu la proposition du Département des Finances du 19 septembre 1985

Vu la procédure extraordinaire, il est

décidé

1. Le rapport du Département des Finances est approuvé.
2. Le projet de lettre aux Gouvernements des cantons ayant dénoncé l'Arrangement de 1935 est approuvé.
3. Des lettres semblables seront adressées aux cantons qui dénonceraient encore avant le 30 septembre 1985 l'Arrangement de 1935.
4. Le projet de réponse au Groupe de concertation des cantons frontaliers limitrophes de la France est approuvé.

Pour extrait conforme

le Secrétaire:

Protokollauszug an:

ohne / mit Beilage

z.V.	z.K.	Dep.	Anz.	Akten
	X	EDA	6	-
		EDI		
		EJPD		
		EMD		
X		EFD	10	-
		EVD		
		EVED		
		EK		
	X	EFK	2	-
	X	Fin. Del.	2	-





EIDGENÖSSISCHES FINANZDEPARTEMENT
 DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DES FINANCES
 DIPARTIMENTO FEDERALE DELLE FINANZE

30

Confidentiel

Berne, le 19 septembre 1985

Pour la séance du
 Conseil fédéral du
 23 septembre 1985

Au Conseil fédéral

Für die BR.-Sitzung
 vom 2 3. SEP. 1985

Imposition des travailleurs frontaliers / Dénonciation par les cantons de l'Arrangement de 1935 avec la France: 1. Réponse aux Gouvernements cantonaux 2. Réponse au Groupe de concertation 3. Echange de lettres avec la France

Le Conseil fédéral a été régulièrement informé des développements de cette affaire et du fait que certains cantons avaient décidé de dénoncer, sous condition résolutoire, l'Arrangement de 1935 pour fin 1985.

Lors d'une réunion tenue le 9 septembre, les cantons frontaliers se sont d'une manière générale déclarés satisfaits de l'avancement de la procédure. Ils ont toutefois décidé de prendre "les mesures aptes à sauvegarder leurs intérêts en toute circonstance". A notre connaissance, les mesures en question consistent précisément à dénoncer, sous condition résolutoire, l'Arrangement de 1935 pour fin 1985.

Une lettre du Groupe de concertation des cantons frontaliers, datée du 13 septembre 1985, vient de nous parvenir (Annexe 1). Elle confirme effectivement que les cantons frontaliers, pour sauvegarder leurs intérêts matériels immédiats, entendent dénoncer sous condition résolutoire l'Arrangement de 1935 pour fin 1985 et demandent de transmettre à M. Bérégovoy la notification de dénonciation de tous les cantons concernés dans le délai contractuel du 30 septembre de cette année.

Le Conseil fédéral a déjà clairement fait connaître au Groupe de concertation, le 28 août 1985, les raisons pour lesquelles il ne communiquerait pas au Gouvernement français avant le 30 septembre 1985 les dénonciations de l'Arrangement de 1935 qui lui seraient notifiées par les cantons.

Le Groupe de concertation n'en ayant pas tenu compte, le Conseil fédéral doit encore répondre brièvement à la lettre du Groupe de concertation du 13 septembre 1985, en confirmant sa position. Il faut enfin que le Conseil fédéral informe individuellement et directement les Gouvernements des cantons qui ont déjà notifié leur dénonciation au Conseil fédéral. Au moment de la rédaction de la présente proposition, c'était le cas pour les cantons de Vaud, Valais, Neuchâtel et Jura (Annexe 2), toutes les lettres de dénonciation étant rédigées de la même manière, à peu de choses près.

Nous vous soumettons donc, d'une part un projet de réponse au Groupe de concertation (Annexe 3), d'autre part un projet de lettre à adresser aux cantons qui nous ont fait parvenir, à la date de rédaction de la présente proposition, leur décision de dénoncer, à savoir Vaud, Valais, Neuchâtel et Jura (Annexe 4). Il est toutefois possible que d'autres dénonciations nous parviennent ces prochains jours. La Chancellerie fédérale devrait donc être autorisée et chargée d'adresser à ces autres cantons une lettre semblable du Conseil fédéral avec les amendements de forme nécessaires, sur simple communication du Département des Finances.

L'échange de lettres prévu entre le Gouvernement français et le Conseil fédéral représenté par notre Ambassadeur à Paris (Application de l'Accord frontalier du 11 avril 1983, dès le 1er janvier 1985 et non dès le 1er janvier 1983) a eu lieu les 2 et 5 septembre 1985. Les cantons recevront les textes dès que possible.

Le Parlement français est ainsi en mesure de ratifier, lors de sa prochaine session, l'Accord frontalier, modifié par l'échange de lettres. La procédure cantonale d'approbation de la modification interviendra après la ratification française.

Se fondant sur ce qui précède, le Département des Finances

p r o p o s e

d'approuver le projet de décision ci-joint (Annexe 5).

DEPARTEMENT FEDERAL DES FINANCES



Stich

GROUPE DE CONCERTATION

DES CANTONS FRONTALIERS LIMITROPHES DE LA FRANCE

Secrétariat général: 2, rue du 24-Septembre 2800 Delémont (JU) Tél. 066 215 111

Kopie an die Mitglieder
des Bundesrates

Au Conseil fédéral
Palais fédéral

3001 Berne

Delémont, le 13 septembre

BUNDESKANZLEI	
17.09.85	R
Mitgl. BR	
EDA	
EDI	
EJPD	
EMD	
EFD	X
EVD	
ESVD	
BR, FC, HC	Reg
Empfang bestätigt: X	BR

Monsieur Le Président de la Confédération,
Madame et Messieurs les Conseillers fédéraux,

Le Groupe de concertation des cantons frontaliers limitrophes de la France s'est réuni le lundi 9 septembre à Bâle pour mettre définitivement au point la ligne de conduite des cantons qui sont parties au nouvel arrangement fiscal signé à Paris le 11 avril 1983.

Après une longue discussion, au cours de laquelle ont été examinés tous les aspects du problème, les représentants des cantons, dûment mandatés par leur gouvernement, ont confirmé leur adhésion à la proposition de M. Pierre Bérégovoy, à la condition sine qua non que l'arrangement de 1983 entre en vigueur au premier janvier 1986, avec calcul rétroactif sur l'année 1985.

A ce sujet, les cantons ont réaffirmé leur espoir que le gouvernement français fera ratifier l'arrangement par l'Assemblée nationale cette année encore.

Cependant, les cantons devront repasser, la plupart d'entre eux du moins, devant leur parlement pour faire accepter la nouvelle version de l'article 6. L'issue de ce retour devant les parlements est d'ores et déjà problématique. Il apparaît clairement que si les cantons, après avoir dû abandonner deux années de restitution - soit environ 80 millions de francs - devaient encore abandonner une troisième année, soit une quarantaine de millions, aucun parlement cantonal ne souscrira plus à l'amendement de l'article 6, annulant ainsi les ratifications déjà intervenues et provoquant la dénonciation définitive de l'arrangement de 1935.

Le souci premier des cantons, dont les gouvernements ont dû déjà avaler pas mal de couleuvres depuis le temps que dure cette interminable négociation, est de ne pas perdre une fois de plus la face en s'inclinant devant un nouveau coup de force, dans un domaine où leurs intérêts ont été gravement mis en péril, d'une part, par l'artifice juridique qui lie l'arrangement sur l'imposition des travailleurs frontaliers à la Convention franco-suisse de double imposition et, d'autre part, par les décisions des Chambres fédérales ou de leurs commissions.

BS BL BE SO JU NE VD GE VS

C'est dans le seul but de prendre toutes les sûretés destinées à sauvegarder quoi qu'il arrive leurs intérêts matériels immédiats que les cantons ont décidé d'assortir leur acceptation de la proposition de M. Bérégovoy de la dénonciation conditionnelle de l'arrangement de 1935 pour le cas, qu'ils espèrent improbable, où les travaux de l'Assemblée nationale viendraient à renvoyer au-delà du 31 décembre 1985 la ratification indispensable.

En un mot, il ne s'agit pas d'un acte de méfiance envers la volonté affirmée du gouvernement français, mais d'une assurance que tous les cantons ont désiré prendre face à leur parlement et leur opinion publique, en vertu des décisions prises à Sissach en mai dernier, décisions qu'ils avaient conditionnellement suspendues, comme il ressort de toute la correspondance échangée à ce sujet, après la proposition de M. Bérégovoy.

Tout gouvernement, et le gouvernement français le tout premier, comprendra les raisons d'agir des cantons. Le geste ne contient rien d'inamical ou de méfiant. Il est le fruit des tergiversations dont les cantons sont seuls victimes, tout en n'en étant pas responsables.

En réaffirmant l'espoir des cantons qu'une décision de l'Assemblée nationale viendra, avant la fin de l'année 1985, rendre nulle et non avenue la dénonciation concertée de l'Arrangement de 1935, nous vous prions de bien vouloir transmettre à M. Bérégovoy, avec les explications que contient la présente, la notification de dénonciation de tous les cantons concernés, et ce, dans le délai contractuel du 30 septembre de cette année.

Nous vous prions de croire, Monsieur le Président de la Confédération, Madame et Messieurs les Conseillers fédéraux, à l'expression de notre très haute considération.

GRUPE DE CONCERTATION DES CANTONS
FRONTALIERS LIMITROPHES DE LA FRANCE

Le Président

F. L. L.

François Lachat

Le Secrétaire

R. Schaffter

Roger Schaffter

ANNEXE 2

11.3.7.55/f
13.9.85

LE CONSEIL D'ETAT

DE LA

REPUBLIQUE ET CANTON DE NEUCHÂTEL

BUNDESKANZLEI	
12.08.85	AK
Mitgl. BR	
EDA	
EDI	
EJPD	
EMO	
<input checked="" type="checkbox"/> EFD	
EVO	
EVED	
<input checked="" type="checkbox"/> BK Br, FC, FC, Beg	
Empfang bestätigt: X	

Neuchâtel, le 28 août 1985

*Kopie an die Mitglieder
des Bundesrates*

Au Conseil fédéral suisse
Palais fédéral

3003 BERNE

Fidèles et chers confédérés,

La République et Canton de Neuchâtel a signé le 18 octobre 1935 l'arrangement relatif au régime fiscal des travailleurs frontaliers.

A la suite de la négociation menée par le Département des finances au nom des cantons concernés, un nouvel accord a été signé à Paris le 11 avril 1983, auquel tous les cantons, sauf le Valais, ont adhéré. A la suite de la rupture des pourparlers consécutive au refus du Conseil national d'entrer en matière sur les propositions françaises d'amendement à la Convention de double imposition de 1966, le ministre français des finances n'a pas soumis l'accord de 1983 à la ratification de l'Assemblée nationale. De ce fait, il n'a pu entrer en vigueur.

Devant ce renversement de situation, les huit cantons intéressés ont pris, le 22 mai 1985 à Sissach, la décision unanime de dénoncer l'arrangement de 1935, décision qu'ils ont notifiée à votre haute autorité.

Depuis lors, vous nous avez transmis la nouvelle proposition de M. Pierre Bérégovoy. Par lettre du 27 juin 1985, les cantons vous ont fait savoir qu'ils l'acceptaient, mais sous la condition résolutoire que la promesse de M. Bérégovoy soit tenue, c'est-à-dire que l'Assemblée nationale française ratifie l'accord de 1983 modifié par M. Bérégovoy, avant le 31 décembre 1985, afin qu'il puisse entrer en vigueur au 1er janvier 1986 sur la base des salaires versés en Suisse en 1985.

Si cette condition ne pouvait être remplie, vous voudrez bien prendre note que la République et Canton de Neuchâtel agissant en vertu d'un décret du Grand Conseil du 24 juin 1985 et conformément à l'article 3 de l'arrangement relatif au régime fiscal des frontaliers, du 18 octobre 1935, dénonce cet arrangement et reprend son entière souveraineté fiscale sur les salaires versés en Suisse aux travailleurs frontaliers, cela dès le 1er janvier 1986.

Le gouvernement de la République et Canton de Neuchâtel invite dès lors votre haute autorité à transmettre la présente dénonciation au Gouvernement de la République française.

Nous saisissons cette occasion, fidèles et chers confédérés, pour vous recommander avec nous à la protection divine.

Au nom du Conseil d'Etat,

Le président

Le chancelier,



[Handwritten signature of the President]

[Handwritten signature of the Chancellor]



GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

2, rue du 24-Septembre
2800 Delémont
Tél. 066 21 51 11

Kopie an die Mitglieder
des Bundesrates

AU CONSEIL FEDERAL
Palais fédéral

3001 BERNE

BUNDESKANZLEI	
18.09.85	
Mitg. BR	
<input type="checkbox"/>	EDA
<input type="checkbox"/>	EDI
<input type="checkbox"/>	EJPD
<input type="checkbox"/>	EMD
<input checked="" type="checkbox"/>	EFD
<input type="checkbox"/>	EVD
<input type="checkbox"/>	EVED
<input checked="" type="checkbox"/>	BK Kr. FC HC 23
Empfang bestätigt: x BRA	

Viréf.

Niréf. mtg

Delémont, le 13 septembre 1985

Monsieur le Président de la Confédération,
Madame et Messieurs les Conseillers fédéraux,

La République et Canton de Jura a adhéré, par voie de succession aux traités, à l'Arrangement du 18 octobre 1935 relatif au régime fiscal des travailleurs frontaliers.

A la suite de la négociation menée par le Département des finances au nom des cantons concernés, un nouvel Accord a été signé à Paris le 11 avril 1983, auquel tous les cantons, sauf le Valais, ont adhéré. A la suite de la rupture des pourparlers consécutive au refus du Conseil national d'entrer en matière sur les propositions françaises d'amendement à la Convention de double imposition de 1966, le ministre français des finances n'a pas soumis l'Accord de 1983 à la ratification de l'Assemblée nationale. De ce fait, le nouvel Accord n'a pu entrer en vigueur.

Devant ce renversement de situation, les huit cantons ont pris, le 22 mai à Sissach, la décision unanime de dénoncer l'Arrangement de 1935, décision qu'ils ont notifiée à votre haute autorité.

Depuis lors, vous nous avez transmis la nouvelle proposition de M. Pierre Bérégovoy. Par lettre du 6 juin, les cantons vous ont fait savoir qu'ils acceptaient cette nouvelle proposition, mais sous la condition résolutoire que la promesse de M. Bérégovoy soit tenue, c'est-à-dire que l'Assemblée nationale française ratifie l'Accord de 1983 modifié par M. Bérégovoy avant le 31 décembre 1985, afin qu'il puisse entrer en vigueur au 1.1.1986 sur la base des salaires versés en Suisse en 1985.

Pour le cas où cette ratification ne pourrait intervenir, vous voudrez bien prendre note que la République et Canton du Jura dénonce l'Arrangement de 1935 et reprendra son entière souveraineté fiscale sur les salaires versés en Suisse aux travailleurs frontaliers dès le 1er janvier 1986.

Le Gouvernement de la République et Canton du Jura invite dès lors votre haute autorité à transmettre la présente dénonciation conditionnelle au Gouvernement de la République française.

Nous vous prions de croire, Monsieur le Président de la Confédération, Madame et Messieurs les Conseillers fédéraux, à l'expression de notre très haute considération.

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA
REPUBLICQUE ET CANTON DU JURA

Le Président

Le Chancelier

Jean-Pierre Beuret

Joseph Boigny



BUNDESKANZLEI	
12. 3. 85	FC
Mitg BR	
EDA	
EDI	
EJPD	
EMD	
X	
EVD	
EVED	
EK	
Empfang bestätigt: X BRG	

LE CONSEIL D'ETAT,

DU CANTON DE VAUD

au CONSEIL FEDERAL SUISSE

Palais fédéral

3003 B e r n e

Monsieur le Président,
Madame et Messieurs,
Fidèles et chers Confédérés,

Le Canton de Vaud a signé l'Arrangement du 18 octobre 1935 relatif au régime fiscal des travailleurs frontaliers.

A la suite de la négociation menée par le Département des finances au nom des cantons concernés, un nouvel accord a été signé à Paris le 11 avril 1983 auquel tous les cantons, sauf le Valais, ont adhéré. A la suite de la rupture des pourparlers consécutive au refus du Conseil national d'entrer en matière sur les propositions françaises d'amendement à la Convention double imposition de 1966, le ministre français des finances n'a pas soumis l'accord de 1983 à la ratification de l'Assemblée nationale. De ce fait, le nouvel accord n'a pu entrer en vigueur.

Devant ce renversement de situation, les huit cantons ont pris, le 22 mai dernier à Sissach, la décision unanime de dénoncer l'Arrangement de 1935, décision qu'ils ont notifiée à votre haute Autorité.

Depuis lors, vous nous avez transmis la nouvelle proposition de M. le Ministre des finances et de l'économie Pierre BEREGOVY. Par lettre du 6 juin 1985, les cantons vous ont fait savoir qu'ils acceptaient cette nouvelle proposition, mais sous la condition résolutoire que la promesse de M. Bérégovoy soit tenue, c'est-à-dire que l'Assemblée nationale française ratifie l'accord de 1983 modifié par M. Bérégovoy avant le 31 décembre 1985, afin qu'il puisse entrer en vigueur au 1er janvier 1986 sur la base des salaires versés en Suisse en 1985.

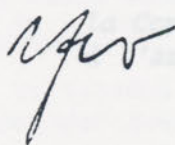
Si cette condition ne pouvait être remplie, vous voudrez bien prendre note que le Canton de Vaud dénonce l'Arrangement de 1935 et reprend son entière souveraineté fiscale sur les salaires versés en Suisse aux travailleurs frontaliers, cela dès le 1er janvier 1986.

Le Gouvernement du Canton de Vaud invite dès lors votre haute Autorité à transmettre la présente dénonciation au Gouvernement de la République française.

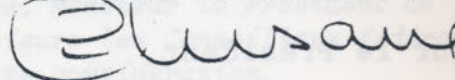
Nous saisissons cette occasion, Monsieur le Président, Madame et Messieurs, fidèles et chers Confédérés, pour vous renouveler l'assurance de notre considération très distinguée et vous recommander, avec nous, à la protection divine.

AU NOM DU CONSEIL D'ETAT :

PR LE PRESIDENT :



LE VICE-CHANCELIER :



Lausanne, le 8 août 1985.



LE CONSEIL D'ETAT
DU CANTON DU VALAIS

BUNDESKANZLEI	
- 2. 03. 85	RA
Mitgl. BR	
EDA	
EDI	
EJPD	
EMD	
X EFD	
EVD	
EVED	
X BK Br, FC HG	
Empfang bestätigt: X BRH	

Kopie an die Mitglieder
des Bundesrates

Au Conseil fédéral
Palais fédéral

3001 B e r n e

Monsieur le Président de la Confédération,
Madame et Messieurs les Conseillers fédéraux,

La canton du Valais a adhéré le 29 octobre 1935 à l'Arrangement du 18 octobre 1935 relatif au régime fiscal des travailleurs frontaliers.

A la suite de la négociation menée par le Département des finances au nom des cantons concernés, un nouvel accord a été signé à Paris le 11 avril 1983, auquel tous les cantons, sauf le Valais, ont adhéré. A la suite de la rupture des pourparlers consécutive au refus du Conseil national d'entrée en matière sur les propositions françaises d'amendement à la Convention de double imposition de 1966, le ministre français des finances n'a pas soumis l'accord de 1983 à la ratification de l'Assemblée nationale. De ce fait, le nouvel accord n'a pu entrer en vigueur.

Devant ce renversement de situation, les huit cantons ont pris, le 22 mai à Sissach, la décision unanime de dénoncer l'Arrangement de 1935, décision qu'ils ont notifiée à votre haute autorité.

Depuis lors, vous nous avez transmis la nouvelle proposition de M. Pierre Bérégovoy. Par lettre du 6 juin, les cantons vous ont fait savoir qu'ils acceptaient cette nouvelle proposition, mais sous la condition résolutoire que

la promesse de M. Bérégovoy soit tenue, c'est-à-dire que l'Assemblée nationale française ratifie l'accord de 1983 modifié par M. Bérégovoy avant le 31 décembre 1985, afin qu'il puisse entrer en vigueur au 1.1.1986 sur la base des salaires versés en Suisse en 1985.


Si cette condition ne pouvait être remplie, vous voudrez bien prendre note que le canton du Valais dénonce l'Arrangement de 1935 et reprend son entière souveraineté fiscale sur les salaires versés en Suisse aux travailleurs frontaliers, cela dès le 1er janvier 1986.

Le Gouvernement du canton du Valais invite dès lors votre haute autorité à transmettre la présente dénonciation au Gouvernement de la République française.

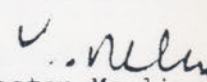
Veillez agréer, Monsieur le Président, Madame et Messieurs les Conseillers fédéraux, l'expression de notre haute considération.

LE PRESIDENT DU CONSEIL D'ETAT :

LE CHANCELIER D'ETAT :


Bernard Bornet




Gaston Moulin

Sion, le 27 août 1985

Annexe 3

Groupe de concertation des
cantons frontaliers limitrophes
de la France

Par son Président

Monsieur François Lachat
Chef du Département de la coopé-
ration, des finances et de la
police

2, rue du 24-septembre

2800 D e l é m o n t

Imposition des travailleurs frontaliers

Monsieur le Président,
Messieurs les membres du Groupe de concertation,

Nous accusons réception de votre lettre du 13 septembre 1985 qui faisait suite à la nôtre du 28 août 1985. Nous avons appris avec satisfaction que, lors de votre réunion du 9 septembre dernier, vous aviez confirmé vos décisions antérieures, à savoir accepter la proposition française d'appliquer l'Accord de 1983 dès le 1er janvier 1986, avec versement par la France d'un montant équivalent à 4.5 % du montant brut des salaires versés aux travailleurs frontaliers dès le 1er janvier 1985.

Nous renonçons au surplus à refaire l'historique de cette affaire dont nous avons rappelé les derniers développements dans notre lettre du 28 août 1985. A cette occasion, nous vous avons informé du fait que le Conseil fédéral ne pourrait donner suite aux demandes qui lui seraient présentées par des cantons de dénoncer avant le 30 septembre 1985 l'Arrangement de 1935 et nous vous en avons indiqué les raisons qui sont toujours valables. Nous confirmons donc ici cette manière de voir et nous en ferons également part individuellement aux cantons, membres de votre Groupe de concertation, qui nous ont déjà soumis ou qui nous soumettraient avant cette date une telle demande.

Nous vous prions de croire, Monsieur le Président, Messieurs les membres du Groupe de concertation, à l'assurance de notre haute considération.

AU NOM DU CONSEIL FEDERAL

Le Président de la Confédération

3003 Berne, le

Le chancelier de la Confédération

Copies: Messieurs les Directeurs des finances des cantons de Bâle-Ville, Bâle-Campagne, Soleure, Neuchâtel, Vaud, Valais, Genève (pour information)

Monsieur le Directeur de la police et des affaires communales du canton de Berne

Veuillez agréer, Monsieur le Président, Madame et Messieurs les Conseillers fédéraux, l'assurance de ma haute estime et de mon profond respect.

Le Président du Conseil fédéral



Nous remercions au surplus à relaire l'historique de cette et faire dont nous avons capoté les derniers développements dans notre lettre du 18 août 1985. A cette occasion, nous vous avons informé du fait que le Conseil fédéral ne pourrait donner suite aux demandes qui lui seraient présentées par les cantons de dénoncer avant le 30 septembre 1985 l'arrangement de 1952 et nous vous en avons indiqué les raisons qui sont toujours valables. Nous confirmons donc ici cette manière de voir et nous en faisons également part individuellement aux cantons, membres de votre Groupe de concertation, qui nous ont déjà soumis ou qui nous soumettraient avant cette date une telle demande.

Nous vous prions de croire, Monsieur le Président, Messieurs les membres du Groupe de concertation, à l'assurance de notre haute considération.

AU NOM DU CONSEIL FEDERAL

Le Président de la Confédération

Le Chancelier de la Confédération

3003 Berne, le

Au Conseil d'Etat du canton de

Fidèles et chers Confédérés,

Nous accusons réception de votre lettre du par laquelle vous nous faites part de la décision de votre canton de dénoncer, sous condition résolutoire, l'Arrangement franco-suisse de 1935 relatif au régime fiscal des travailleurs frontaliers, cela dès le 1er janvier 1986 et vous invitez le Conseil fédéral à transmettre cette dénonciation au Gouvernement de la République française.

La dénonciation devrait être transmise jusqu'au 30 septembre 1985 pour respecter le délai de trois mois prévu à l'article 3 de l'Arrangement de 1935.

Dans sa lettre du 28 août 1985 adressée au Groupe de concertation des cantons frontaliers limitrophes de la France, dont le Chef du Département des Finances de votre canton a reçu copie, le Conseil fédéral a longuement exposé l'historique des négociations franco-suissees et son point de vue concernant une dénonciation de l'Accord de 1935 pour fin 1985. Tout en exprimant sa compréhension pour les inquiétudes des cantons, il a en particulier relevé qu'une telle dénonciation pourrait avoir des conséquences graves sur l'ensemble des relations franco-suissees. La notification d'une dénonciation encore avant fin septembre 1985 serait en effet interprétée par la France, non seulement comme un geste inamical, mais encore comme un

moyen de pression inadmissible sur les décisions que devra prendre le Parlement français.

Le Conseil fédéral voudrait également rappeler que le Ministre français de l'Economie, des Finances et du Budget a expressément confirmé en juin 1985, que le Gouvernement français était disposé à soumettre l'Accord de 1983 au Parlement français dans les plus brefs délais de manière à ce qu'il soit approuvé par le Parlement avant la fin de l'année en cours. Il a pris toutes les dispositions nécessaires à une application rapide et correcte de l'Accord puisque, à notre connaissance, le montant de la compensation financière qui doit être versée par la France aux cantons frontaliers est inscrit au projet de budget de 1986.

Enfin, le Ministre français et l'Ambassadeur de Suisse à Paris ont procédé à l'échange de lettres qui modifie l'article 6 de l'Accord de 1983 concernant son entrée en vigueur et la date de sa première application. Une copie de cet échange de lettres sera adressée prochainement par l'Administration fédérale des contributions au Département des Finances de votre canton.

Dans ces conditions, le Conseil fédéral regrette de devoir vous informer qu'il ne notifiera pas avant le 30 septembre 1985 la dénonciation de l'Arrangement de 1935 que vous lui avez communiquée, ceci dans l'intérêt même de la Confédération et des cantons.

Nous saisissons cette occasion, Fidèles et chers Confédérés, pour vous recommander avec nous à la protection divine.

Au nom du Conseil fédéral suisse:

Le Président de la Confédération,

Le Chancelier de la Confédération,

An den Regierungsrat des
Kantons

Getreue, liebe Eidgenossen,

Wir bestätigen Euch den Empfang des Briefes vom
mit dem Ihr uns den Entscheid Eures Kantons über die resolutiv
bedingte Kündigung der schweizerisch-französischen Vereinbarung
über die Besteuerung der Grenzgänger von 1935 auf den 1. Januar
1986 mitteilt und in welchem Ihr den Bundesrat einlädt diese
Kündigung der französischen Regierung zu übermitteln.

Die Kündigung müsste bis zum 30. September 1985 *) weitergeleitet
sein, damit die in Artikel 3 der Vereinbarung von 1935 vorgesehene
Frist eingehalten wäre.

In seinem Schreiben vom 28. August 1985 an die "Groupe de con-
certation des cantons frontaliers limitrophes de la France",
von welchem dem Chef des Finanzdepartementes Eures Kantons eine
Kopie übermittelt wurde, hat der Bundesrat in aller Breite die
Geschichte der schweizerisch-französischen Verhandlungen und
seinem Standpunkt in bezug auf eine Kündigung der Vereinbarung
von 1935 per Ende 1985 dargelegt. Er hat dabei sowohl seinem
Verständnis für die Beunruhigung der Kantone Ausdruck gegeben,
als auch insbesondere die schwerwiegenden Auswirkungen, die
eine solche Kündigung auf das gesamte schweizerisch-französische
Verhältnis haben könnte, hervorgehoben. Die Uebermittlung einer
Kündigung noch vor Ende September 1985 würde denn auch von

*) Variante für BS, BL, SO:(falls eine
Frist von drei Monaten vorgesehen ist)

- 2 -

Frankreich nicht nur als ein unfreundlicher Akt, sondern auch als unannehmbares Druckmittel im Hinblick auf die Entscheidung des französischen Parlaments, betrachtet.

Der Bundesrat möchte ebenfalls in Erinnerung rufen, dass der französische Wirtschafts- Finanz- und Budgetminister im Juni 1985 ausdrücklich zugesichert hat, dass die französische Regierung bereit ist, die Vereinbarung von 1983 innert kürzester Frist dem französischen Parlament zu unterbreiten, so dass diese noch vor dem Jahresende genehmigt werden kann. Der Minister hat alle für die rasche und richtige Anwendung des Abkommens notwendigen Massnahmen getroffen und unseres Wissens ist der Betrag der Ausgleichszahlungen, die Frankreich den Grenzgänerkantonen ausrichten muss, im Budget für 1986 enthalten.

Schliesslich haben der französische Minister und der schweizer Botschafter in Paris den Briefwechsel in bezug auf die Aenderung des Artikels 6 der Vereinbarung von 1983 über das Inkrafttreten und das Datum der erstmaligen Anwendung vollzogen. Eine Kopie dieses Briefwechsels wird von der Eidg. Steuerverwaltung nächstens dem Finanzdepartement Eures Kantons übermittelt werden.

Der Bundesrat bedauert, Euch mitteilen zu müssen, dass er unter diesen Umständen die Kündigung der Vereinbarung von 1935, die Ihr ihm übermittelt habt, nicht vor dem 30 September 1985 weiterleiten wird; dies sowohl im Interesse des Bundes als auch in jenem der Kantone.

Wir benützen diesen Anlass, um Euch, getreue, liebe Eidgenossen, samt uns, in Gottes Machtschutz zu empfehlen.

Im Namen des Schweizerischen Bundesrates

Der Bundespräsident

Der Bundeskanzler

3003 Bern,

Groupe de concertation des
cantons frontaliers limitrophes
de la France

Par son Président

Monsieur François Lachat

Imposition des travailleurs frontaliers / Dénonciation par
les cantons de l'Arrangement de 1935 avec la France: 1. Ré-
ponse aux Gouvernements cantonaux 2. Réponse au Groupe de
concertation 3. Echange de lettres avec la France

1985 DELÉMONT

Vu la proposition du Département des Finances du 19 septembre
1985

Vu les délibérations du Conseil fédéral, il est

décidé

1. Le rapport du Département des Finances est approuvé.
2. Le projet de lettre aux Gouvernements des cantons ayant
dénoncé l'Arrangement de 1935 est approuvé.
3. Des lettres semblables seront adressées aux cantons qui
dénonceraient encore avant le 30 septembre 1985 l'Arrange-
ment de 1935.
4. Le projet de réponse au Groupe de concertation des cantons
frontaliers limitrophes de la France est approuvé.

Pour extrait conforme

le Secrétaire:

Wir verzichten darauf, den Gang dieser Angelegenheit, deren
jüngste Entwicklung wir Ihnen in unserem Brief vom 28. August
1985 in Erinnerung gerufen haben, erneut darzulegen. Bei jener
Gelegenheit haben wir Sie über die Tatsache orientiert, dass
der Bundesrat den Ersuchen der Kantone um Kündigung der Verein-
barung von 1935 noch vor dem 30. September 1985 nicht stattgeben
kann und wir haben Ihnen die Gründe, die auch heute noch Gültig-
keit haben, angegeben. Wir bestätigen demnach auch hier unseren
Standpunkt und werden diesen auch einzeln den Mitgliedskantonen

Beilage 3

EIDGENÖSSISCHES FINANZDEPARTEMENT
 DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DES FINANCES
 DIPARTIMENTO FEDERALE DELLE FINANZE

Groupe de concertation des
 cantons frontaliers limitrophes
 de la France

Par son Président

Monsieur François Lachat
 Chef du Département de la
 coopération des finances et
 de la police

2, rue du 24-septembre

2800 DELEMONT

Besteuerung der Grenzgänger

Sehr geehrter Herr Präsident,

Sehr geehrte Mitglieder der "Groupe de concertation",

Wir bestätigen Ihnen den Empfang Ihres Schreibens vom
 13. September 1985, das auf unseren Brief vom 28. August 1985
 gefolgt ist. Wir haben mit Befriedigung zur Kenntnis genommen,
 dass Sie anlässlich Ihrer Zusammenkunft vom 9. September Ihre
 frühere Entscheidung bestätigt haben, nämlich den französischen
 Vorschlag, die Vereinbarung von 1983 gemäss welcher eine Zahlung
 durch Frankreich, die 4.5 % des Bruttobetragtes der seit dem
 1. Januar 1985 an die französischen Grenzgänger ausbezahlten
 Löhne vorsieht, per 1. Januar 1985 anzunehmen.

Wir verzichten darauf, den Gang dieser Angelegenheit, deren
 jüngste Entwicklung wir Ihnen in unserem Brief vom 28. August
 1985 in Erinnerung gerufen haben, erneut darzulegen. Bei jener
 Gelegenheit haben wir Sie über die Tatsache orientiert, dass
 der Bundesrat den Ersuchen der Kantone um Kündigung der Verein-
 barung von 1935 noch vor dem 30. September 1985 nicht stattgeben
 kann und wir haben Ihnen die Gründe, die auch heute noch Gültig-
 keit haben, angegeben. Wir bestätigen denn auch hier unseren
 Standpunkt und werden diesen auch einzeln den Mitgliedskantonen

- 2 -

Ihrer "Groupe de concertation", die uns bereits ein solches Ersuchen unterbreitet haben, oder welche dies noch vor diesem Datum tun werden, mitteilen.

Genehmigen Sie, sehr geehrter Herr Präsident, sehr geehrte Mitglieder der "Groupe de concertation", die Versicherung unserer ausgezeichneten Hochachtung.

IM NAMEN DES BUNDESRATES

Der Bundespräsident

Der Bundeskanzler

Bern, den

Kopie an: die Herren Finanzdirektoren der Kantone Basel-Stadt, Basel-Landschaft, Solothurn, Neuenburg, Waadt, Wallis und Genf (zur Kenntnisnahme);

den Vorsteher der Polizei- und der Gemeindedirektion des Kantons Bern.



EIDGENÖSSISCHES FINANZDEPARTEMENT
 DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DES FINANCES
 DIPARTIMENTO FEDERALE DELLE FINANZE

9

64.04

Berne, le 24 septembre 1985

U r g e n tAux membres du Conseil fédéral

Refus de transmettre les dénonciations par les cantons des accords sur l'imposition des travailleurs frontaliers / Réponse aux cantons (complément à la proposition du DFF du 19.9.1985)

Monsieur le Président de la Confédération,
 Madame la Conseillère fédérale,
 Messieurs les Conseillers fédéraux,

Vous avez désiré être informé sur la question d'une éventuelle demande d'indemnisation des cantons par la Confédération, du fait que les dénonciations de l'Arrangement de 1935 n'auraient pas été transmises à la France dans les délais prévus par l'Arrangement en question.

Cette question a fait l'objet d'une étude de l'Office fédéral de la Justice que vous trouverez en annexe 1. Elle aboutit à la conclusion qu'une telle demande n'est pas recevable.

Nous avons jugé nécessaire de vous en faire part immédiatement, afin qu'une décision puisse être prise sans délai par voie de circulation, car on ne saurait retenir jusqu'à la prochaine séance ordinaire du Conseil fédéral les lettres de réponse aux Gouvernements cantonaux qui ont dénoncé l'Arrangement de 1935, cette séance tombant précisément sur le dernier jour du délai échéant le 30 septembre 1985.

S'agissant de la somme que les cantons frontaliers devraient recevoir de la France en application de l'Accord de 1983, elle pourrait être de l'ordre de 40 millions de francs, dont le 70 % environ reviendrait aux cantons de BS, BL et SO qui ne peuvent de toute manière pas dénoncer pour le 1er janvier 1986 les arrangements qui les lient à la France. Il convient en outre de retrancher de ce chiffre le montant moins important que les cantons devraient rétrocéder à la France au titre des frontaliers

suisses travaillant en France. Ce dernier montant n'a toutefois jamais pu être évalué jusqu'ici, même de manière approximative.

Si les cantons pouvaient eux-mêmes percevoir leurs impôts sur les salaires des travailleurs frontaliers par voie de retenue à la source, le montant serait sensiblement plus élevé que 40 millions. Mais ce montant brut devrait être réduit de la compensation que les cantons devraient rétrocéder à la France (selon le système genevois p.ex.), tous les cantons ayant toujours fait savoir sans ambages qu'ils étaient prêts à convenir d'un système de partage du produit de l'imposition des salaires des frontaliers entre l'Etat de domicile et celui du lieu de travail.

Il convient de toute manière de rappeler que le Conseil fédéral a pris la décision de ne pas notifier à la France les dénonciations qui lui parviendraient, et ce pour des raisons d'intérêt général, et qu'il en a déjà clairement et expressément informé les cantons dans sa lettre au Groupe de concertation des cantons frontaliers limitrophes de la France du 28 août 1985 (annexe 2).

Il est urgent que le Conseil fédéral informe officiellement et directement les Gouvernements des cantons qui ont dénoncé. Les lettres devraient pouvoir être expédiées au plus tard le jeudi 26 septembre dans la forme soumise au Conseil fédéral dans la proposition du 19 septembre 1985 pour la séance du 23 septembre. *)

En conséquence, nous vous prions de bien vouloir faire part de votre accord à M. Couchepin, Vice-Chancelier, jusqu'au mercredi 25 septembre à 15 heures.

DEPARTEMENT FEDERAL DES FINANCES

SLM

Stich

Annexes:

1. Avis de l'Office fédéral de la justice
2. Lettre du 28 août 1985 au Groupe de concertation

Copies:

Monsieur le Chancelier de la Confédération

Messieurs les Vice-Chanceliers de la Confédération

*) P.S.: Le canton de Vaud vient d'adresser, le 20 septembre 1985 une nouvelle lettre au Conseil fédéral où il déclare ne pas comprendre le refus du Conseil fédéral et réitère sa dénonciation. La réponse du Conseil fédéral y fera référence et sera adaptée en conséquence, d'entente avec la Chancellerie fédérale.



Bundesamt für Justiz
Office fédéral de la justice
Ufficio federale di giustizia

3003 Bern,
3003 Berne,
3003 Berna,
24. September 1985

Ø 031/61 41.21

Eidg. Steuerverwaltung

Ihr Zeichen
Votre signe
Vostro segno

3003 B e r n

Ihre Nachricht vom
Vre communication du
Vra comunicazione del

Unser Zeichen
Notre signe
Nostro segno

85-32-0154 RI/MAR

Zur Frage einer allfälligen Haftung des Bundes gegenüber den
Grenzkantonen zu Frankreich wegen Weigerung der Weiterleitung
der Kündigung der Grenzgängervereinbarung

Sehr geehrte Damen und Herren

1. Der Bundesrat hat den Grenzkantonen zu Frankreich mit Schreiben vom 28. August 1985 mitgeteilt, dass er sich nicht in der Lage sehe, die von einigen Kantonen gewünschte Kündigung der Grenzgängervereinbarung aus dem Jahre 1935 weiterzuleiten. Er nahm diese Haltung aufgrund von Abklärungen u.a. des Bundesamtes für Justiz ein, die ergaben, dass der Bundesrat aufgrund von Artikel 9, 10 und 102 Ziffer 7 BV (nach Auffassung des EDA eher von Art. 102 Ziff. 8 BV) zu dieser Weigerung befugt ist, weil wesentliche schweizerische Interessen gegen die Kündigung sprechen. Der Bundesrat ist mit anderen Worten davon ausgegangen, dass seine Weigerung, die Kündigung weiterzuleiten, rechtmässig ist. Es besteht kein Anlass, auf diese Auffassung zurückzukommen (s. dazu auch den Antrag EDA vom 12.8.85 über die Auflösung des Staatsvertrages TG-Baden-Württemberg, der sich mit der Auffassung des BJ deckt).

Korrespondenzen bitte nicht an Beamte persönlich adressieren
Prière de ne pas adresser la correspondance aux fonctionnaires personnellement
Pregasi di non indirizzare la corrispondenza personalmente ai funzionari

Der Vollständigkeit halber sei die Auffassung des Bundesamtes für Justiz nachfolgend zusammengefasst:

Vereinbarungen der Kantone mit dem Ausland sind im Rahmen von Artikel 9 BV zulässig, müssen aber vom Bundesrat gemäss Artikel 102 Ziffer 7 BV genehmigt werden. Der Bundesrat prüft dabei, ob diese Verträge "nichts dem Bunde oder den Rechten anderer Kantone Zuwiderlaufendes enthalten". Neben der Rechtskontrolle ist dabei auch eine Ueberprüfung der aussenpolitischen Opportunität des kantonalen Völkerrechtsaktes bzw. des Zeitpunktes für die Vornahme eines solchen Aktes unter dem Gesichtspunkt des schweizerischen Gesamtinteresses geboten.

Die Vereinbarung ist ihrem Inhalte nach eine einvernehmliche Auflösung des bisherigen Vertrages. Es fragt sich, ob die Genehmigungspflicht auch für solche Vereinbarungen gilt. Die gleichen Gründe, die für die Genehmigung des Bundesrates beim Abschluss kantonaler Staatsverträge sprechen, gelten auch bei späteren Vertragsänderungen oder bei der Vertragsauflösung. Auch dann werden Rechte und Pflichten im Völkerrecht verändert, was Auswirkungen auf den Bund und auf andere Kantone haben kann. Auch eine Vereinbarung über die Aufhebung eines Vertrages ist deshalb der Genehmigung des Bundesrates zu unterstellen.

Die einseitige Kündigung müsste gleich behandelt werden wie die einvernehmliche Auflösung.

Als Gründe für die Verweigerung der Weiterleitung der Kündigung sehen wir:

- Es ist als venire contra factum proprium anzusehen, wenn die Kantone die Kündigung verlangen, nachdem sie am 26. Juni dem Vorschlag Bérégovoy zugestimmt haben.
- Die Kündigung zur Unzeit würde die Aussichten auf ein besseres Verhandlungsergebnis für den Vertrag zwischen dem Bund und Frankreich verschlechtern.

2. Fraglich ist unter diesen Umständen, ob der Bund gegenüber den Kantonen aus einem rechtmässigen Realakt der vorstehenden Art haftpflichtig werden könne:

21. Das einzige Gesetz, das im vorliegenden Fall eine Haftung begründen könnte, ist das Verantwortlichkeitsgesetz (VG; SR 170.32). Danach haftet der Bund für Schäden, welche seine Beamten Dritten in Ausübung ihrer amtlichen Funktion zufügen. Zu den Beamten zählen nach Artikel 1 Absatz 1 Buchstabe b VG auch die Mitglieder des Bundesrates. Im weiteren wäre die Voraussetzung der Ausübung der amtlichen Tätigkeit erfüllt (Art. 3 Abs. 1 VG). Sodann hätten die Kantone als Dritte zu gelten (Art. 3 Abs. 1 VG; vgl. André Grisel, Traité de droit administratif, Band II, Neuchâtel 1984, S. 801, wo öffentlich-rechtliche Körperschaften als Dritte erwähnt werden). Sind diese Voraussetzungen erfüllt, gebietet es indessen an einer weiteren, nämlich der Widerrechtlichkeit (Art. 3 Abs. 1 VG). Denn wie sich bereits ergeben hat (Ziff. 1 hiervor), ist die Weigerung des Bundesrates, die Kündigung weiterzuleiten, rechtmässig.

Eine Haftung des Bundes nach VG für allfällige Schäden, die den Kantonen aus der Weigerung des Bundesrates entstehen, die Kündigung der Grenzgängervereinbarung weiterzuleiten, ist demnach ausgeschlossen.

Unter diesen Umständen kann offen bleiben, ob die letzte Voraussetzung für eine Haftung nach VG (Art. 3 Abs. 1) erfüllt wäre: ein Schaden. Immerhin sei angemerkt, dass in keiner Weise gewiss ist, dass den Kantonen durch die Weigerung des Bundesrates per Saldo ein Schaden entsteht. Es trifft zwar zu, dass die für die Kantone ungünstige Grenzgängervereinbarung aus dem Jahre 1935 ein weiteres Jahr in Kraft bleibt und den Kantonen insofern Steuereinnahmen

entgehen. Doch ist keineswegs gewiss, dass eine Kündigung der Vereinbarung den Kantonen eine dauerhafte Verbesserung ihrer Rechtsposition brächte. Es wäre nämlich nicht ausgeschlossen, dass Frankreich als Antwort das Doppelbesteuerungsabkommen aus dem Jahre 1966 kündigen würde, (was frühestens auf Ende 1986 möglich wäre), womit dieser Nachbarstaat die völkerrechtliche Freiheit zur vollumfänglichen Besteuerung der Grenzgänger zurückgewänne. Die Kantone ihrerseits könnten theoretisch dann zwar auch Steuern erheben, dies aber nur um den Preis der Doppelbesteuerung der Grenzgänger. Eine solche Lösung dürfte kaum in Frage kommen. Vielmehr ist anzunehmen, dass die Regelung in der neuen Grenzgängervereinbarung im Ergebnis für die Kantone günstiger ist als ein "Besteuerungskrieg".

22. In neuerer Zeit wird vermehrt die Frage diskutiert, ob der Staat auch für Schäden einzustehen habe, welche Dritten aus rechtmässigem Handeln entstehen. Zu prüfen ist daher weiter, ob den Bund unter diesem Titel eine Ersatzpflicht treffen könnte:

In der Tat gibt es rechtmässige Handlungen staatlicher Funktionsträger, die bei Dritten zu Schäden führen, die ihnen billigerweise nicht ohne weiteres zugemutet werden können. Schulbeispiel ist der Passant, der durch eine polizeiliche Intervention gegen eine Demonstration zufällig geschädigt (im Extremfall getötet) wird (vgl. Grisel, a.a.O., S. 792). In einem solchen Fall liegt nach herkömmlicher Auffassung keine widerrechtliche Schädigung vor, soweit die Polizei lediglich ihrem Ordnungsauftrag nachkommt und ein Passant dabei zufällig geschädigt wird. Es gibt allerdings Bestrebungen, in solchen Fällen Widerrechtlichkeit anzunehmen. Angeknüpft wird alsdann nicht mehr an das Handeln (oder Nicht-Handeln) staatlicher Funktionsträger, sondern an die Verletzung absoluter Rechtsgütern wie Leib und Leben. Diese

Sicht der Dinge wird namentlich von Fritz Gygi (Die Widerrechtlichkeit in der Staatshaftung, in: Festschrift für André Grisel, Neuchâtel 1983, S. 417 ff.) propagiert. Selbst wenn man dieser Auffassung folgte, wäre im vorliegenden Fall keine Rechtswidrigkeit anzunehmen. Denn es werden keine absoluten Rechtsgüter der Kantone verletzt.

Die Bestrebungen, in Fällen wie der zufälligen Schädigung von Passanten durch Polizeiorgane eine staatliche Schadenersatzpflicht auch ohne gesetzlichen Haftungsgrund (oder durch Konstruierung der Widerrechtlichkeit) zu begründen, sind verständlich. Es mag als unbillig erscheinen, den Geschädigten ohne Ersatz zu lassen. Man würde ihm so gewissermassen eine Aufopferung für den Staat (das öffentliche Interesse) zumuten. Artikel 4 BV scheint sich insofern als mögliche Haftungsnorm anzubieten (vgl. namentlich Thomas Fleiner-Gerster, Grundzüge des allgemeinen und schweizerischen Verwaltungsrechts, 2. Aufl., Zürich 1980, S. 357 f.; auch Grisel, a.a.O., S. 789).

Beim heutigen Stand der Diskussion kann die Haftung aus Artikel 4 BV (oder die Umdeutung der Widerrechtlichkeit) indessen noch nicht als gefestigt gelten (vgl. namentlich Hans Rudolf Schwarzenbach, Die Staats- und Beamtenhaftung in der Schweiz mit Kommentar zum zürcherischen Haftungsgesetz, 2. Aufl., Zürich 1985, S. 97 ff.). Das Bundesgericht hat sich unseres Wissens jedenfalls noch nicht in dieser Richtung festgelegt.

Selbst wenn eine gefestigte Praxis der erwähnten Art bestünde, wäre ihre Anwendung auf den vorliegenden Fall nicht angezeigt. Ein allfälliger Schaden wäre aufgrund einer Güterabwägung für die Kantone keineswegs unzumutbar. Von ihnen kann erwartet werden, dass sie ihre eigenen Interessen hinter

die nationalen an einem geordneten Verhältnis mit Frankreich, namentlich auch in Fragen der Doppelbesteuerung stellen. Sie ohne Entschädigung zu lassen ist keineswegs im gleichen Masse stossend wie im Falle des Passanten, der von Polizeikräften zufällig geschädigt wird.

Demnach ergibt sich, dass kein Anlass besteht, den Kantonen einen allfälligen Schaden aus der Weigerung des Bundesrates, die Kündigung der Grenzgängervereinbarung weiterzuleiten, unter dem Titel der Haftung für rechtmässiges Handeln (oder durch Umdeutung der Widerrechtlichkeit) zu ersetzen.

3. Trifft den Bund keine Rechtspflicht zum Ersatz eines allfälligen Schadens der Kantone, so stellt sich weiter die Frage, ob der Bund den Kantonen freiwillig eine Entschädigung leisten könnte:

Aus verfassungsrechtlicher Sicht stünde einer solchen Entschädigung kaum etwas entgegen. Indessen wäre eine Bundesleistung nicht ohne weiteres möglich. Es bedürfte dafür einer gesetzlichen Grundlage (vgl. die bundesrätliche Stellungnahme zu einer einmaligen Bundesbeteiligung an den Finanzausgleichsleistungen der Grenzkantone zugunsten der italienischen Grenzgemeinden, BBl 1979 II 730 ff.; die dort angeordneten Ueberlegungen gelten hier sinngemäss).

Falls der Bund den Kantonen freiwillig eine Ausgleichsleistung erbringen wollte, müsste er dafür mithin einen allgemeinverbindlichen Bundesbeschluss erlassen.

4. Tritt der Bundesrat auf allfällige Entschädigungsforderungen der Kantone unter Anführung der vorstehenden Rechtsauffassung nicht ein, so ist es den Kantonen selbstverständlich unbenommen, diese einer gerichtlichen Ueberprüfung zuzuführen. Sie hätten zu diesem Zweck eine verwaltungsrechtliche Klage beim Bundesgericht anzuheben (vgl. Art. 116 Bst. g des BG über die Organisation der Bundesrechtspflege, SR 173.110; vgl. auch Fritz Gygi, Bundesverwaltungsrechtspflege, Bern 1983, S. 101).

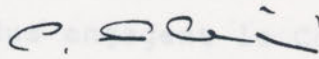
Aufgrund der vorstehenden Ausführungen könnte der Bundesrat einer solchen gerichtlichen Abklärung zuversichtlich entgegensehen.

Mit freundlichen Grüßen

BUNDESAMT FUER JUSTIZ

Hauptabteilung Staats- und
Verwaltungsrecht

Der Vizedirektor:


Ch. Steinlin



LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE

Groupe de concertation des cantons
frontaliers limitrophes de la France

Par son Président

Monsieur François Lachat
Chef du Département de la coopération,
des finances et de la police
2, rue du 24-Septembre

2800 Delémont

Imposition des travailleurs frontaliers

Monsieur le Président,
Messieurs les membres du Groupe de concertation,

De nouveaux développements inattendus engagent le Conseil fédéral à faire part à votre Groupe de concertation des considérations suivantes.

Le 8 août 1985, le Conseil d'Etat du canton de Vaud, et le 26 août 1985, le gouvernement du canton du Jura, ont informé le Conseil fédéral qu'ils dénonçaient sous condition résolutoire l'Arrangement de 1935 relatif au régime fiscal des frontaliers et qu'ils reprenaient leur entière souveraineté fiscale sur les salaires versés en Suisse aux travailleurs frontaliers, dès le 1er janvier 1986.

Nous avons en outre appris que le Groupe de concertation des cantons frontaliers limitrophes de la France discutera le 9 septembre prochain à Bâle, la dénonciation pour le 1er janvier 1986 de l'Arrangement de 1935.

Ces faits nouveaux et importants nous amènent à vous faire part de ce qui suit:

Dans votre lettre du 26 juin 1985 informant le Conseil fédéral de l'acceptation de la proposition du Ministre Bérégovoy, vous n'avez posé qu'une condition: que l'Accord de 1983 soit ratifié par l'Assemblée nationale française avant la fin de l'année 1985. C'est dans ce sens que le Conseil fédéral a informé le Ministre Bérégovoy de votre consentement. Il n'a été fait aucune allusion à une éventuelle dénonciation par les cantons de l'Arrangement de 1935 pour le 1er janvier 1986, dénonciation qui devrait être notifiée au gouvernement français jusqu'à fin septembre 1985 pour respecter le délai de trois mois prévu à l'article 3 de cet accord.

Lors de la réunion que vous avez eue à Berne le 11 juin 1985 avec M. Otto Stich, Chef du Département des finances, il avait été envisagé, si la ratification française n'intervenait pas avant la fin de 1985, que la dénonciation de l'Arrangement de 1935 serait notifiée de manière à entrer en vigueur le 1er janvier 1987. Cette manière de procéder aurait l'avantage de prévoir une même date d'application pour tous les cantons en éliminant les sérieuses difficultés juridiques que soulève la dénonciation par les cantons de Bâle-Ville, de Bâle-Campagne et de Soleure des accords qui les lient au gouvernement français en matière d'imposition des travailleurs frontaliers.

Nous avons déjà relevé, dans notre lettre du 17 juin 1985, les graves conséquences que la dénonciation des accords existants dans ce domaine pourrait avoir sur les relations franco-suisse. Vous les avez admises et le Conseil fédéral vous réitère ses sentiments de reconnaissance, déjà

- 3 -

exprimés le 3 juillet 1985, pour la décision que vous avez prise d'accepter la proposition du Ministre Bérégovoy. La notification d'une dénonciation encore avant fin septembre 1985 serait interprétée par la France, non seulement comme un geste inamical, mais comme un moyen de pression inadmissible sur les décisions que devra prendre le Parlement français. Elle pourrait remettre en question la ratification de l'Accord de 1983.

Nous comprenons fort bien l'inquiétude des cantons qui ne voudraient pas courir le moindre risque de perdre encore une année. Il faut rappeler toutefois que le Ministre Bérégovoy nous a expressément confirmé, le 14 juin 1985, que le Gouvernement français était disposé à faire ratifier avant la fin de cette année par le Parlement l'accord sur l'imposition des frontaliers. Effectivement, à notre connaissance, le montant de la compensation financière à verser par la France aux cantons est prévu au budget de 1986. Dans ces conditions, dans la situation actuelle et dans l'intérêt de la Confédération et des cantons, le Conseil fédéral regrette de devoir vous informer qu'il ne notifiera pas avant le 30 septembre 1985 les dénonciations de l'Arrangement de 1935 qui lui ont été ou lui seraient communiquées. Il en informera directement le Conseil d'Etat du canton de Vaud et le Gouvernement du canton du Jura.

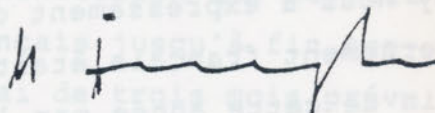
Nous devons enfin vous informer que l'échange de lettres prévu, pour lequel vous avez donné votre accord, devra avoir lieu au plus tard jusqu'au mercredi 4 septembre 1985, faute de quoi l'affaire risquerait de ne plus pouvoir être inscrite à l'ordre du jour du Parlement français qui doit se réunir à partir du 2 octobre 1985.

Pour toutes ces raisons, nous vous prions instamment de faire abstraction d'une dénonciation de l'Arrangement de 1935 pour le 1er janvier 1986.

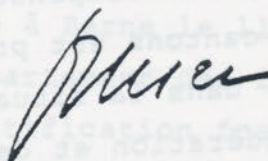
Veuillez agréer, Monsieur le Président, Messieurs les membres du Groupe de concertation, nos messages respectueux.

AU NOM DU CONSEIL FEDERAL

Le Président de la Confédération



Le Chancelier de la Confédération



Berne, le 28 août 1985

Copie:

Messieurs les Directeurs des finances des cantons de Bâle-Ville, Bâle-Campagne, Berne, Soleure, Neuchâtel, Vaud, Valais, Genève (pour information);

Monsieur le Directeur de la police et des affaires communales du canton de Berne.



DER SCHWEIZERISCHE BUNDES RAT

Groupe de concertation des cantons
frontaliers limitrophes de la France

zuhanden ihres Präsidenten

Monsieur François Lachat
Chef du Département de la coopération,
des finances et de la police
2, rue du 24-Septembre

2800 Delémont

Besteuerung der Grenzgänger

Sehr geehrter Herr Präsident

Sehr geehrte Mitglieder der Groupe de concertation

Eine neue und unerwartete Entwicklung in dieser Angelegenheit
veranlasst den Bundesrat, Ihnen die folgenden Ueberlegungen zur
Kenntnis zu bringen.

Am 8. beziehungsweise am 26. August 1985 haben die Regierungen
der Kantone Waadt und Jura den Bundesrat darüber informiert,
dass sie die Vereinbarung von 1935 über die Besteuerung der
Grenzgänger resolutiv bedingt kündigen und sie ab 1. Januar 1986
die volle Besteuerungshoheit über die in der Schweiz an die
Grenzgänger ausbezahlten Saläre ausüben werden.

Wie wir überdies erfahren haben, wird die Groupe de concertation des cantons frontaliers limitrophes de la France am kommenden 9. September die Frage der Kündigung der Vereinbarung von 1935 auf den 1. Januar 1986 diskutieren.

Diese neuen und wesentlichen Umstände geben uns zu folgenden Bemerkungen Anlass:

In Ihrem Schreiben vom 26. Juni, in dem Sie dem Bundesrat Ihr Einverständnis zum Vorschlag von Minister Bérégovoy mitgeteilt haben, stellten Sie lediglich die Bedingung, dass die Vereinbarung von 1983 vor Ende des Jahres 1985 durch die französische Nationalversammlung genehmigt werde. In diesem Sinne hat denn auch der Bundesrat Minister Bérégovoy über Ihre Zustimmung informiert. Dagegen wurde kein Hinweis auf eine allfällige Kündigung der Vereinbarung von 1935 per 1. Januar 1986 gemacht, die zwecks Einhaltung der in Artikel 3 dieser Vereinbarung vorgesehenen dreimonatigen Kündigungsfrist bis Ende September 1985 der französischen Regierung übermittelt werden müsste.

Anlässlich des Treffens, das am 11. Juni 1985 in Bern zwischen Ihnen und Bundesrat Otto Stich, Vorsteher des Finanzdepartementes, stattgefunden hat, wurde für den Fall, dass die französische Ratifikation nicht vor Ende 1985 erfolgen sollte, die Kündigung der Vereinbarung von 1935 mit Wirkung auf den 1. Januar 1987 in Betracht gezogen. Dieses Vorgehen hätte den Vorteil, dass der Zeitpunkt des Inkrafttretens für alle Kantone gleich wäre und ernsthafte juristische Schwierigkeiten hinsichtlich der Kündigung der Abkommen mit der französischen Regierung über die Besteuerung der Grenzgänger für die Kantone Basel-Stadt, Basel-Landschaft und Solothurn gegenstandslos würden.

In unserem Brief vom 17. Juni 1985 haben wir bereits auf die schwerwiegenden Konsequenzen hingewiesen, die eine Kündigung der auf diesem Gebiet bestehenden Abkommen für die schweizerisch-

französischen Beziehungen haben könnte. Sie haben sich dieser Beurteilung angeschlossen, und der Bundesrat spricht Ihnen erneut seinen schon am 3. Juli übermittelten Dank für Ihren Entschluss aus, den Vorschlag von Minister Bérégovoy anzunehmen. Die Uebermittlung einer Kündigung noch vor Ende September 1985 würde Frankreich nicht nur als einen unfreundlichen Akt sondern auch als ein unannehmbares Druckmittel im Hinblick auf die zu fällende Entscheidung des französischen Parlaments betrachten. Sie könnte die Genehmigung der Vereinbarung von 1983 in Frage stellen.

Wir haben grösstes Verständnis für die Beunruhigung der Kantone, die jedes Risiko vermeiden wollen, ein weiteres Jahr zu verlieren. Es muss jedoch in Erinnerung gerufen werden, dass Minister Bérégovoy uns am 14. Juni 1985 ausdrücklich bestätigt hat, dass die französische Regierung bereit sei, die Grenzgängervereinbarung vor dem Jahresende durch das französische Parlament ratifizieren zu lassen. Gemäss unseren Informationen ist denn auch der Betrag für den finanziellen Ausgleich, den Frankreich den Kantonen zu zahlen hat, im Budget für das Jahr 1986 enthalten. Deshalb bedauert der Bundesrat, Ihnen mitteilen zu müssen, dass er aufgrund der heutigen Situation im Interesse des Bundes und der Kantone die ihm zukommenden Kündigungen der Vereinbarung von 1935 vor dem 30. September 1985 der französischen Regierung nicht übermitteln wird. Der Bundesrat wird dies den Regierungen der Kantone Waadt und Jura noch direkt mitteilen.

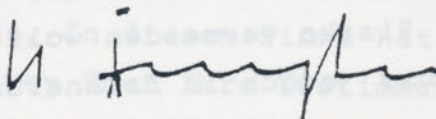
Schliesslich müssen wir Ihnen mitteilen, dass der vorgesehene Briefwechsel, dem Sie zugestimmt haben, spätestens bis am Mittwoch, den 4. September 1985 stattzufinden hat. Andernfalls bestünde die Gefahr, dass das Geschäft nicht mehr auf die Traktandenliste des französischen Parlaments gesetzt werden kann; dieses wird nämlich vom 2. Oktober 1985 an tagen.

Aus diesen Gründen bitten wir Sie eindringlich, von einer Kündigung der Vereinbarung von 1935 auf den 1. Januar 1986 abzusehen.

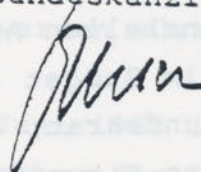
Genehmigen Sie, sehr geehrter Herr Präsident, sehr geehrte Mitglieder der Groupe de concertation, die Versicherung unserer ausgezeichneten Hochachtung.

IM NAMEN DES BUNDESSTATES

Der Bundespräsident



Der Bundeskanzler



Bern, den 28 August 1985

Kopie an: die Herren Finanzdirektoren der Kantone Basel-Stadt, Basel-Landschaft, Bern, Solothurn, Neuenburg, Waadt, Wallis und Genf (zur Kenntnisnahme);

den Vorsteher der Polizei- und der Gemeindedirektion des Kantons Bern

des Kantons Bern
Le Conseil-exécutif
du canton de Berne

3855

**Kopie an die Mitglieder
des Bundesrates**

Bern, 25. September 1985

An den
Schweizerischen Bundesrat

3003 B e r n

BUNDESKANZLEI	
25. 09. 85	Fd
Mitgl. BR	
EDA	
EDI	
EJPD	
EME	
<input checked="" type="checkbox"/> EFD	
EVD	
EVE	
<input checked="" type="checkbox"/> BK	BR, HC, AC, ay.
Empfang bestätigt	<input checked="" type="checkbox"/> BRA

Besteuerung der Grenzgänger

Getreue, liebe Eidgenossen

Der Kanton Bern ist seinerzeit der Vereinbarung über die Besteuerung der Grenzgänger vom 18. Oktober 1935 beigetreten.

Gestützt auf die vom eidgenössischen Finanzdepartement im Namen der betroffenen Kantone geführten Verhandlungen wurde in Paris am 11. April 1983 ein neues Abkommen unterzeichnet, dem auch der Kanton Bern beigetreten ist.

Nach dem Abbruch der Verhandlungen, der auf die Weigerung des Nationalrates folgte, auf die französischen Ergänzungsvorschläge zum Doppelbesteuerungsabkommen von 1966 einzutreten, hat der französische Finanzminister das Abkommen von 1983 der französischen Nationalversammlung nicht zur Ratifikation vorgelegt. Deshalb konnte das neue Abkommen nicht in Kraft treten.

Angesichts dieser Wendung der Sachlage haben die acht Grenzkantone am 22. Mai 1985 in Sissach einstimmig den Beschluss gefasst, das Abkommen vom 18. Oktober 1935 zu kündigen; dieser Beschluss wurde Euch mitgeteilt.

Darauf habt Ihr uns den neuen Vorschlag des Herrn Minister Pierre Bérégovoy übermittelt. Mit Schreiben vom 6. Juni 1985 haben die betroffenen Kantone Euch zur Kenntnis gebracht, dass sie den neuen Vorschlag annehmen.

Die Annahme wurde aber an die ausdrückliche Bedingung geknüpft, dass das Versprechen des Herrn Minister Bérégovoy eingelöst werde, d. h. dass die französische Nationalversammlung das Abkommen von 1983 in der von Herrn Minister Bérégovoy geänderten Form vor dem 31. Dezember 1985 ratifiziere, damit es am 1. Januar 1986 auf der Grundlage der in der Schweiz im Jahre 1985 ausgerichteten Löhne in Kraft treten könne.

Nach Erhalt Eures Briefes vom 28. August 1985 haben die acht Kantone anlässlich einer Sitzung vom 9. September 1985 in Basel die Sachlage nochmals sehr

- 2 -

sorgfältig und eingehend besprochen. Ueber den Verlauf und das Ergebnis der Sitzung wurdet Ihr bereits durch das Schreiben der Groupe de concertation vom 13. September 1985 einlässlich orientiert.

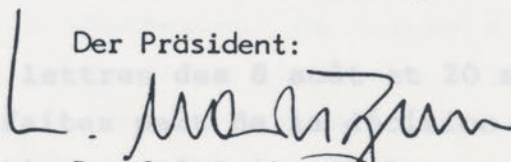
Wir gestatten uns, Euch zuhanden der Regierung der Republik Frankreich in Bestätigung der Darlegungen der Groupe de concertation vom 13. September 1985 zur Kenntnis zu bringen, dass der Kanton Bern die Vereinbarung vom 18. Oktober 1935 hiermit kündigt. Diese Kündigung ist hinfällig, wenn die französische Nationalversammlung das neue Abkommen von 1983 in der von Herrn Minister Bérégofovoy geänderten Form vor dem 31. Dezember 1985 ratifiziert.

Wir bitten Euch deshalb, die vorliegende Kündigung der Regierung der Republik Frankreich zu Übermitteln.

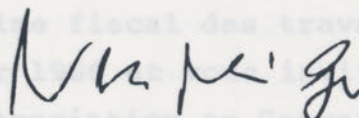
Wir benutzen den Anlass, um Euch, getreue, liebe Eidgenossen, samt uns dem Machtschutz Gottes zu empfehlen.

Im Namen des Regierungsrates

Der Präsident:



Der Staatsschreiber:





LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE

Le Conseil fédéral voudrait également rappeler que le Ministre français de l'Economie, des Finances et du Budget a expressément confirmé en juin 1985, que le Gouvernement français avait disposé à soumettre l'Accord de 1983 au Parlement du canton de Vaud dans les plus brefs délais de manière à ce qu'il soit approuvé par le Parlement avant la fin de l'année en cours. Il a pris toutes les dispositions nécessaires à une application immédiate de l'Accord puisque, à notre connaissance, le montant de la compensation financière qui doit être versée par la France aux cantons frontaliers est inscrit au projet de budget de 1986.

Fidèles et chers Confédérés,

Enfin, le Ministre français et l'Ambassadeur de Suisse à Paris ont Nous accusons réception de vos lettres des 8 août et 20 septembre 1985 par lesquelles vous nous faites part de la décision de votre canton de dénoncer, sous condition résolutoire, l'Arrangement franco-suisse de 1935 relatif au régime fiscal des travailleurs frontaliers, cela dès le 1er janvier 1986 et vous invitez le Conseil fédéral à transmettre cette dénonciation au Gouvernement de la République française. Conseil fédéral regrette de devoir vous informer qu'il ne notifiera pas avant le 30 septembre 1985 la dénonciation devrait être transmise jusqu'au 30 septembre 1985 pour respecter le délai de trois mois prévu à l'article 3 de l'Arrangement de 1935.

Nous saisissons cette occasion, fidèles et chers Confédérés, pour Dans sa lettre du 28 août 1985 adressée au Groupe de concertation des cantons frontaliers limitrophes de la France, dont le Chef du Département des Finances de votre canton a reçu copie, le Conseil fédéral a longuement exposé l'historique des négociations franco-suisse et son point de vue concernant une dénonciation de l'Accord de 1935 pour fin 1985. Tout en exprimant sa compréhension pour les inquiétudes des cantons, il a en particulier relevé qu'une telle dénonciation pourrait avoir des conséquences graves sur l'ensemble des relations franco-suisse. La notification d'une dénonciation encore avant fin septembre 1985 serait en effet interprétée par la France, non seulement comme un geste inamical, mais encore comme un moyen de pression inadmissible sur les déci-

- 2 -

sions que devra prendre le Parlement français. Elle pourrait remettre en question la ratification de l'Accord de 1983.

LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE

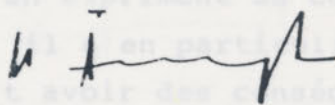
Le Conseil fédéral voudrait également rappeler que le Ministre français de l'Economie, des Finances et du Budget a expressément confirmé en juin 1985, que le Gouvernement français était disposé à soumettre l'Accord de 1983 au Parlement français dans les plus brefs délais de manière à ce qu'il soit approuvé par le Parlement avant la fin de l'année en cours. Il a pris toutes les dispositions nécessaires à une application rapide et correcte de l'Accord puisque, à notre connaissance, le montant de la compensation financière qui doit être versée par la France aux cantons frontaliers est inscrit au projet de budget de 1986.

Enfin, le Ministre français et l'Ambassadeur de Suisse à Paris ont procédé à l'échange de lettres qui modifie l'article 6 de l'Accord de 1983 concernant son entrée en vigueur et la date de sa première application. Une copie de cet échange de lettres sera adressée prochainement par l'Administration fédérale des contributions au Département des Finances de votre canton.

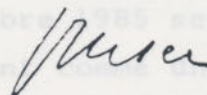
Dans ces conditions, le Conseil fédéral regrette de devoir vous informer qu'il ne notifiera pas avant le 30 septembre 1985 la dénonciation de l'Arrangement de 1935 que vous lui avez communiquée, ceci dans l'intérêt même de la Confédération et des cantons.

Nous saisissons cette occasion, Fidèles et chers Confédérés, pour vous recommander avec nous à la protection divine.

Le Président de la Confédération,
 Le Chancelier de la Confédération,



Le Chancelier de la Confédération,



Berne, le 26 septembre 1985



LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE

Au Conseil d'Etat du
Canton du Valais

1950 Sion

Fidèles et chers Confédérés,

Nous accusons réception de votre lettre du 27 août 1985 par laquelle vous nous faites part de la décision de votre canton de dénoncer, sous condition résolutoire, l'Arrangement francosuisse de 1935 relatif au régime fiscal des travailleurs frontaliers, cela dès le 1er janvier 1986 et vous invitez le Conseil fédéral à transmettre cette dénonciation au Gouvernement de la République française.

La dénonciation devrait être transmise jusqu'au 30 septembre 1985 pour respecter le délai de trois mois prévu à l'article 3 de l'Arrangement de 1935.

Dans sa lettre du 28 août 1985 adressée au Groupe de concertation des cantons frontaliers limitrophes de la France, dont le Chef du Département des Finances de votre canton a reçu copie, le Conseil fédéral a longuement exposé l'historique des négociations franco-suissees et son point de vue concernant une dénonciation de l'Accord de 1935 pour fin 1985. Tout en exprimant sa compréhension pour les inquiétudes des cantons, il a en particulier relevé qu'une telle dénonciation pourrait avoir des conséquences graves sur l'ensemble des relations franco-suissees. La notification d'une dénonciation encore avant fin septembre 1985 serait en effet interprétée par la France, non seulement comme un geste inamical, mais encore comme un moyen de pression inadmissible sur les déci-

sions que devra prendre le Parlement français. Elle pourrait remettre en question la ratification de l'Accord de 1983.

Le Conseil fédéral voudrait également rappeler que le Ministre français de l'Economie, des Finances et du Budget a expressément confirmé en juin 1985, que le Gouvernement français était disposé à soumettre l'Accord de 1983 au Parlement français dans les plus brefs délais de manière à ce qu'il soit approuvé par le Parlement avant la fin de l'année en cours. Il a pris toutes les dispositions nécessaires à une application rapide et correcte de l'Accord puisque, à notre connaissance, le montant de la compensation financière qui doit être versée par la France aux cantons frontaliers est inscrit au projet de budget de 1986.

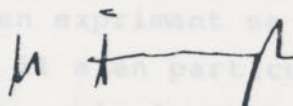
Enfin, le Ministre français et l'Ambassadeur de Suisse à Paris ont procédé à l'échange de lettres qui modifie l'article 6 de l'Accord de 1983 concernant son entrée en vigueur et la date de sa première application. Une copie de cet échange de lettres sera adressée prochainement par l'Administration fédérale des contributions au Département des Finances de votre canton.

Dans ces conditions, le Conseil fédéral regrette de devoir vous informer qu'il ne notifiera pas avant le 30 septembre 1985 la dénonciation de l'Arrangement de 1935 que vous lui avez communiquée, ceci dans l'intérêt même de la Confédération et des cantons.

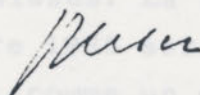
Nous saisissons cette occasion, Fidèles et chers Confédérés, pour vous recommander avec nous à la protection divine.

AU NOM DU CONSEIL FEDERAL SUISSE:

Le Président de la Confédération,



Le Chancelier de la Confédération,



Berne, le 26 septembre 1985



LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE

Au Conseil d'Etat
du canton de Neuchâtel
Château

2000 Neuchâtel

Fidèles et chers Confédérés,

Nous accusons réception de votre lettre du 28 août 1985 par laquelle vous nous faites part de la décision de votre canton de dénoncer, sous condition résolutoire, l'Arrangement francosuisse de 1935 relatif au régime fiscal des travailleurs frontaliers, cela dès le 1er janvier 1986 et vous invitez le Conseil fédéral à transmettre cette dénonciation au Gouvernement de la République française.

La dénonciation devrait être transmise jusqu'au 30 septembre 1985 pour respecter le délai de trois mois prévu à l'article 3 de l'Arrangement de 1935.

Dans sa lettre du 28 août 1985 adressée au Groupe de concertation des cantons frontaliers limitrophes de la France, dont le Chef du Département des Finances de votre canton a reçu copie, le Conseil fédéral a longuement exposé l'historique des négociations franco-suissees et son point de vue concernant une dénonciation de l'Accord de 1935 pour fin 1985. Tout en exprimant sa compréhension pour les inquiétudes des cantons, il a en particulier relevé qu'une telle dénonciation pourrait avoir des conséquences graves sur l'ensemble des relations franco-suissees. La notification d'une dénonciation encore avant fin septembre 1985 serait en effet interprétée par la France, non seulement comme un geste inamicale, mais encore comme un moyen de pression inadmissible sur les déci-

- 2 -

sions que devra prendre le Parlement français. Elle pourrait remettre en question la ratification de l'Accord de 1983.

LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE

Le Conseil fédéral voudrait également rappeler que le Ministre français de l'Economie, des Finances et du Budget a expressément confirmé en juin 1985, que le Gouvernement français était disposé à soumettre l'Accord de 1983 au Parlement français dans les plus brefs délais de manière à ce qu'il soit approuvé par le Parlement avant la fin de l'année en cours. Il a pris toutes les dispositions nécessaires à une application rapide et correcte de l'Accord puisque, à notre connaissance, le montant de la compensation financière qui doit être versée par la France aux cantons frontaliers est inscrit au projet de budget de 1986.

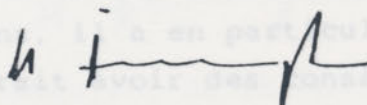
Enfin, le Ministre français et l'Ambassadeur de Suisse à Paris ont procédé à l'échange de lettres qui modifie l'article 6 de l'Accord de 1983 concernant son entrée en vigueur et la date de sa première application. Une copie de cet échange de lettres sera adressée prochainement par l'Administration fédérale des contributions au Département des Finances de votre canton.

Dans ces conditions, le Conseil fédéral regrette de devoir vous informer qu'il ne notifiera pas avant le 30 septembre 1985 la dénonciation de l'Arrangement de 1935 que vous lui avez communiquée, ceci dans l'intérêt même de la Confédération et des cantons.

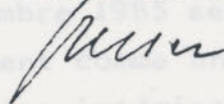
Nous saisissons cette occasion, Fidèles et chers Confédérés, pour vous recommander avec nous à la protection divine.

AU NOM DU CONSEIL FEDERAL SUISSE:

Le Président de la Confédération,



Le Chancelier de la Confédération,



Berne, le 26 septembre 1985



LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE

Au Gouvernement de la
République et canton du Jura
2, rue du 24-Septembre
2800 Delémont

Fidèles et chers Confédérés,

Nous accusons réception de votre lettre du 13 septembre 1985 par laquelle vous nous faites part de la décision de votre canton de dénoncer, sous condition résolutoire, l'Arrangement franco-suisse de 1935 relatif au régime fiscal des travailleurs frontaliers, cela dès le 1er janvier 1986 et vous invitez le Conseil fédéral à transmettre cette dénonciation au Gouvernement de la République française.

La dénonciation devrait être transmise jusqu'au 30 septembre 1985 pour respecter le délai de trois mois prévu à l'article 3 de l'Arrangement de 1935.

Dans sa lettre du 28 août 1985 adressée au Groupe de concertation des cantons frontaliers limitrophes de la France, dont le Chef du Département des Finances de votre canton a reçu copie, le Conseil fédéral a longuement exposé l'historique des négociations franco-suissees et son point de vue concernant une dénonciation de l'Accord de 1935 pour fin 1985. Tout en exprimant sa compréhension pour les inquiétudes des cantons, il a en particulier relevé qu'une telle dénonciation pourrait avoir des conséquences graves sur l'ensemble des relations franco-suissees. La notification d'une dénonciation encore avant fin septembre 1985 serait en effet interprétée par la France, non seulement comme un geste inamicale, mais encore comme un moyen de pression inadmissible sur les déci-

sions que devra prendre le Parlement français. Elle pourrait remettre en question la ratification de l'Accord de 1983.

Le Conseil fédéral voudrait également rappeler que le Ministre français de l'Economie, des Finances et du Budget a expressément confirmé en juin 1985, que le Gouvernement français était disposé à soumettre l'Accord de 1983 au Parlement français dans les plus brefs délais de manière à ce qu'il soit approuvé par le Parlement avant la fin de l'année en cours. Il a pris toutes les dispositions nécessaires à une application rapide et correcte de l'Accord puisque, à notre connaissance, le montant de la compensation financière qui doit être versée par la France aux cantons frontaliers est inscrit au projet de budget de 1986.

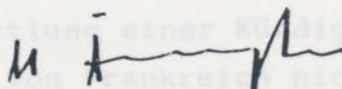
Enfin, le Ministre français et l'Ambassadeur de Suisse à Paris ont procédé à l'échange de lettres qui modifie l'article 6 de l'Accord de 1983 concernant son entrée en vigueur et la date de sa première application. Une copie de cet échange de lettres sera adressée prochainement par l'Administration fédérale des contributions au Département des Finances de votre canton.

Dans ces conditions, le Conseil fédéral regrette de devoir vous informer qu'il ne notifiera pas avant le 30 septembre 1985 la dénonciation de l'Arrangement de 1935 que vous lui avez communiquée, ceci dans l'intérêt même de la Confédération et des cantons.

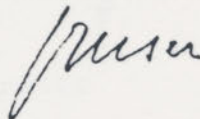
Nous saisissons cette occasion, Fidèles et chers Confédérés, pour vous recommander avec nous à la protection divine.

AU NOM DU CONSEIL FEDERAL SUISSE:

Le Président de la Confédération,



Le Chancelier de la Confédération,



Berne, le 26 septembre 1985



DER SCHWEIZERISCHE BUNDESRAT

An den Regierungsrat
der Kantons Bern

3000 Bern

Getreue, liebe Eidgenossen

Wir bestätigen Euch den Empfang des Briefes vom 25. September 1985 mit dem Ihr uns den Entscheid Eures Kantons über die resolutiv bedingte Kündigung der schweizerisch-französischen Vereinbarung über die Besteuerung der Grenzgänger von 1935 auf den 1. Januar 1986 mitteilt und in welchem Ihr den Bundesrat einlädt, diese Kündigung der französischen Regierung zu übermitteln.

Diese Kündigung müsste bis zum 30. September 1985 weitergeleitet sein, damit die in Artikel 3 der Vereinbarung von 1935 vorgesehene Frist eingehalten wäre.

In seinem Schreiben vom 28. August 1985 an die "Groupe de concertation des cantons frontaliers limitrophes de la France", von welchem dem Chef des Finanzdepartementes Eures Kantons eine Kopie übermittelt wurde, hat der Bundesrat in aller Breite die Geschichte der schweizerisch-französischen Verhandlungen und seinen Standpunkt in bezug auf eine Kündigung der Vereinbarung von 1935 per Ende 1985 dargelegt. Er hat dabei sowohl seinem Verständnis für die Beunruhigung der Kantone Ausdruck gegeben, als auch insbesondere die schwerwiegenden Auswirkungen, die eine solche Kündigung auf das gesamte schweizerisch-französische Verhältnis haben könnte, hervorgehoben. Die Uebermittlung einer Kündigung noch vor Ende September 1985 würde denn auch von Frankreich nicht nur als ein unfreundlicher Akt, sondern auch als unannehmbares Druckmittel im

Der Bundeskanzler

[Handwritten signature]

Bern, den 26. September 1985

Hinblick auf die Entscheidung des französischen Parlaments betrachtet. Frankreich könnte die Ratifikation der Vereinbarung von 1983 wieder in Frage stellen.

Der Bundesrat möchte ebenfalls in Erinnerung rufen, dass der französische Wirtschafts-, Finanz- und Budgetminister im Juni 1985 ausdrücklich zugesichert hat, dass die französische Regierung bereit ist, die Vereinbarung von 1983 innert kürzester Frist dem französischen Parlament zu unterbreiten, so dass diese noch vor dem Jahresende genehmigt werden kann. Der Minister hat alle für die rasche und richtige Anwendung des Abkommens notwendigen Massnahmen getroffen, und unseres Wissens ist der Betrag der Ausgleichszahlungen, die Frankreich den Grenzgängerkantonen ausrichten muss, im Budget für 1986 enthalten.

Schliesslich haben der französische Minister und der Schweizer Botschafter in Paris den Briefwechsel in bezug auf die Aenderung des Artikels 6 der Vereinbarung von 1983 über das Inkrafttreten und das Datum der erstmaligen Anwendung vollzogen. Eine Kopie dieses Briefwechsels wird von der Eidg. Steuerverwaltung nächstens dem Finanzdepartement Eures Kantons übermittelt werden.

Der Bundesrat bedauert, Euch mitteilen zu müssen, dass er unter diesen Umständen die Kündigung der Vereinbarung von 1935, die Ihr ihm übermittelt habt, nicht vor dem 30. September 1985 weiterleiten wird; dies sowohl im Interesse des Bundes als auch in jenem der Kantone.

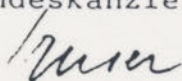
Wir benützen diesen Anlass, um Euch, getreue, liebe Eidgenossen, samt uns, in Gottes Machtschutz zu empfehlen.

IM NAMEN DES SCHWEIZERISCHEN BUNDESRATES

Der Bundespräsident



Der Bundeskanzler



Bern, den 26. September 1985



LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE

Groupe de concertation des
cantons frontaliers limitrophes
de la France

Par son Président,

Monsieur François Lachat
Chef du Département de la coopé-
ration, des finances et de la
police

2, rue du 24-septembre

2800 D e l é m o n t

Imposition des travailleurs frontaliers

Berne, le 26 septembre 1985

Monsieur le Président,
Messieurs les membres du Groupe de concertation,

Nous accusons réception de votre lettre du 13 septembre 1985 qui faisait suite à la nôtre du 28 août 1985. Nous avons appris avec satisfaction que, lors de votre réunion du 9 septembre dernier, vous aviez confirmé vos décisions antérieures, à savoir accepter la proposition française d'appliquer l'Accord de 1983 dès le 1er janvier 1986, avec versement par la France d'un montant équivalent à 4.5 % du montant brut des salaires versés aux travailleurs frontaliers dès le 1er janvier 1985.

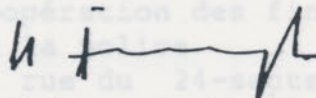
- 2 -

Nous renonçons au surplus à refaire l'historique de cette affaire dont nous avons rappelé les derniers développements dans notre lettre du 28 août 1985. A cette occasion, nous vous avons informé du fait que le Conseil fédéral ne pourrait donner suite aux demandes qui lui seraient présentées par des cantons de dénoncer avant le 30 septembre 1985 l'Arrangement de 1935 et nous vous en avons indiqué les raisons qui sont toujours valables. Nous confirmons donc ici cette manière de voir et nous en ferons également part individuellement aux cantons, membres de votre Groupe de concertation, qui nous ont déjà soumis ou qui nous soumettraient avant cette date une telle demande.

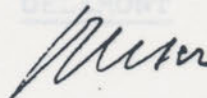
Nous vous prions de croire, Monsieur le Président, Messieurs les membres du Groupe de concertation, à l'assurance de notre haute considération.

AU NOM DU CONSEIL FEDERAL

Le Président de la Confédération



Le chancelier de la Confédération



Bestätigung der Grenzgänger

Sehr geehrter Herr Präsident,

Berne, le 26 septembre 1985

Nir bestätigen Ihnen den Empfang Ihres Schreibens vom 11. September 1985, das auf unseren Brief vom 29. August 1985

Copies: Messieurs les Directeurs des finances des cantons de Bâle-Ville, Bâle-Campagne, Soleure, Neuchâtel, Vaud, Valais, Genève (pour information)

Monsieur le Directeur de la police et des affaires communales du canton de Berne

1. Januar 1985 an die französischen Grenzgänger ausbezahlten Löhne vorliegt, per 1. Januar 1985 anzunehmen.



DER SCHWEIZERISCHE BUNDESRAT

Groupe de concertation des
cantons frontaliers limitrophes
de la France

Par son Président

Monsieur François Lachat
Chef du Département de la
coopération des finances et
de la police

2, rue du 24-septembre

2800 DELEMONT

IM NAMEN DES BUNDESRATES

Besteuerung der Grenzgänger

Der Bundespräsident

Sehr geehrter Herr Präsident,

Sehr geehrte Mitglieder der "Groupe de concertation",

Der Bundeskanzler

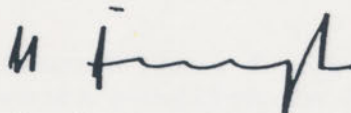
Wir bestätigen Ihnen den Empfang Ihres Schreibens vom
13. September 1985, das auf unseren Brief vom 28. August 1985
gefolgt ist. Wir haben mit Befriedigung zur Kenntnis genommen,
dass Sie anlässlich Ihrer Zusammenkunft vom 9. September Ihre
frühere Entscheidung bestätigt haben, nämlich den französischen
Vorschlag, die Vereinbarung von 1983 gemäss welcher eine Zahlung
durch Frankreich, die 4.5 % des Bruttobetragtes der seit dem
1. Januar 1985 an die französischen Grenzgänger ausbezahlten
Löhne vorsieht, per 1. Januar 1985 anzunehmen.

Wir verzichten darauf, den Gang dieser Angelegenheit, deren jüngste Entwicklung wir Ihnen in unserem Brief vom 28. August 1985 in Erinnerung gerufen haben, erneut darzulegen. Bei jener Gelegenheit haben wir Sie über die Tatsache orientiert, dass der Bundesrat den Ersuchen der Kantone um Kündigung der Vereinbarung von 1935 noch vor dem 30. September 1985 nicht stattgeben kann und wir haben Ihnen die Gründe, die auch heute noch Gültigkeit haben, angegeben. Wir bestätigen denn auch hier unseren Standpunkt und werden diesen auch einzeln den Mitgliedskantonen Ihrer "Groupe de concertation", die uns bereits ein solches Ersuchen unterbreitet haben, oder welche dies noch vor diesem Datum tun werden, mitteilen.

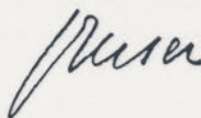
Genehmigen Sie, sehr geehrter Herr Präsident, sehr geehrte Mitglieder der "Groupe de concertation", die Versicherung unserer ausgezeichneten Hochachtung.

IM NAMEN DES BUNDESRATES

Der Bundespräsident



Der Bundeskanzler



Bern, den 26. September 1985

Kopie an: die Herren Finanzdirektoren der Kantone Basel-Stadt, Basel-Landschaft, Solothurn, Neuenburg, Waadt, Wallis und Gené (zur Kenntnisnahme);

den Vorsteher der Polizei- und der Gemeindedirektion des Kantons Bern.

Nr.	Dep.	Anz.	
X	GA	1	
X	FO	1	
X	LU	1	
X	SO	1	
X	NE	1	
X	VD	1	
X	VS	1	
X	GE	1	
X	BE	1	
X	BL	1	
X	SO	1	
X	NE	1	
X	VD	1	
X	VS	1	
X	GE	1	
X	BE	1	
X	BL	1	